

Décision n° 2018-276

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel
ainsi que des survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la demande présentée le 11 juillet 2018 par Madame DELONCA Adeline, société FONDASOL Géologie pour le compte de RTE et de la société GEOKALI SAS,

Considérant que la demande porte sur des prises de vues techniques visant un repérage et une inspection des blocs instables susceptibles de dévaler depuis les falaises surplombant le poste RTE de Valabres, ainsi que sur les accès possibles à ces blocs par des techniques d'alpinisme,

Considérant à ce titre que la demande de prises de vues entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir 1° « *Réalisation de (...) documents didactiques (...)* »

Considérant que la demande comporte des prises d'images par drone – aéronef télépiloté sans personne à bord – et que cette activité est compatible avec la modalité 29 de la charte à savoir « *le directeur peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles de survol (...) 1° pendant toute l'année pour les besoins des activités scientifiques ou de l'exploitation des ouvrages électriques* »,

Décide :

Article 1-

La société GEOKALI SAS, représentée par Monsieur GAYET Yann, directeur de société et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues dans un cadre professionnel ainsi que des survols de drone dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues aériennes seront effectuées dans le cadre d'une opération de repérage des instabilités géologiques risquant de menacer le poste électrique de Valabres.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour les journées des 07 et 08 août 2018, sur le secteur de Valabres.

En cas de force majeure, le report des survols est autorisé sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

- service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint au S.T : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

Le survol de l'aéronef télépiloté sans personne à bord est autorisé aux conditions suivantes :

3.1. L'autorisation dérogatoire de survol est soumise au strict respect du plan de vol annexé à la présente.

3.2. Pas plus d'un appareil en vol simultanément.

3.3. Les trajectoires devront être adaptées et le cas échéant, l'appareil devra être rapatrié au sol en cas d'approche de rapace à moins de 100 mètres de celui-ci.

3.4. Aux éventuelles personnes le sollicitant en ce sens, le bénéficiaire devra expliquer l'objectif de ses activités sur le site, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote : GAYET Yann

type d'appareil : drone multirotors Escadrone Six 3

n° de l'appareil : ED-148

nom de la société : GEOKALI SAS

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard 3 mois à compter de l'échéance de la présente décision :

- un rapport validé par les commanditaires de l'opération relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats des prospections.

Article 6 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

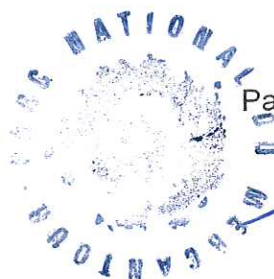
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision avis sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 16 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

